



**Mairie de BLAIN**

**ARRETE DE VOIRIE PORTANT  
PERMISSION DE VOIRIE**

Numéro de dossier : 2022/079

**LE MAIRE**

*Vu la demande en date du 02/09/2022*

*par laquelle la société LANDAIS*

*demande l'autorisation pour la réalisation de travaux sur le domaine public,*

*Voie Communale, Les fouinais, Commune de BLAIN,*

*Vu le Code de la voirie routière,*

*Vu le Code général des collectivités territoriales,*

*Vu le règlement général de voirie du 12/03/1968 relatif à la conservation et à la surveillance des voies communales,*

**A R R E T E**

**Article 1 - Autorisation**

*Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public et à exécuter les travaux énoncés dans sa demande : Réalisation d'enrobés, à charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :*

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières**

*Les normes et distances d'enfouissement des réseaux, définies par arrêtés ministériels, devront être respectées selon le type de canalisation.*

**REALISATION DE TRANCHEES SOUS ACCOTEMENT**

*La liaison B des réseaux du compteur au terrain privé sera réalisée à l'aide de fourreaux indépendants sur le domaine public.*

*La tranchée sera réalisée à une distance minimale du bord de la chaussée au moins égale à sa profondeur.*

*S'il s'agit d'une tranchée sous trottoir la génératrice supérieure de la conduite sera placée à 0,50 mètre au minimum au-dessous du niveau supérieur du trottoir.*

*S'il s'agit d'une tranchée sous accotement, cette distance sera au minimum de 0,70 mètre.*

*Les tranchées seront réalisées notamment à la trancheuse ou par tout matériel performant.*

*Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée jusqu'à l'assise sera constitué d'un lit de sable, de grillage avertisseur et de couches de GNTb 0/31,5 de 25 cm maximum. Il sera réalisé dans les mêmes conditions que pour les chaussées toutes les fois que la distance entre le bord de la chaussée et le bord de la tranchée, sera en accord avec le signataire, inférieure à la profondeur de la tranchée.*

*Le grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.*

*Dans le cas d'accotement stabilisé un revêtement de surface devra être mis en place de manière identique à ce qui existait auparavant.*

*Dans le cas d'accotement engazonné, une couche de terre végétale sera mise en place et ensemencée après travaux.*

*Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.*

### **REALISATION DE TRANCHEES SOUS CHAUSSEE**

*La liaison B des réseaux du compteur au terrain privé sera réalisée à l'aide de fourreaux indépendants sur le domaine public.*

*Le découpage des chaussées devra être exécuté à la scie à disque, à la bêche mécanique, à la roue tronçonneuse ou à la lame vibrante ou en cas de tranchées étroites, à la trancheuse ou par tout autre matériel performant.*

*Les tranchées transversales, lorsque le fonçage n'est pas obligatoire, seront réalisées par demi-chaussée.*

*Au moins huit jours avant le commencement des travaux, le bénéficiaire soumettra au signataire du présent arrêté, ou à son représentant, les résultats de l'étude qu'il aura effectuée sur le matériau qu'il compte utiliser en remblai et la composition de l'atelier de compactage et sa capacité de travail avec le matériau à mettre en œuvre (désignation précise du matériel, des coefficients de rendement, des épaisseurs de couches, du nombre de passe par couche et de la vitesse de translation, volume maximal à mettre en œuvre en un temps déterminé), étude qui s'imposera à lui.*

*Le remblayage de la tranchée ainsi réalisée jusqu'à l'assise sera constitué d'un lit de sable, de grillage avertisseur et de couches de GNTb 0/31,5 de 25 cm maximum et la réfection définitive de la chaussée sera réalisée à l'identique de l'existant.*

*Le grillage avertisseur sera mis en place à environ 0,30 mètre au-dessus de la canalisation.*

*La génératrice supérieure de la conduite la plus haute sera placée à au moins 0,70 mètre au-dessous du niveau supérieur de la chaussée.*

*Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.*

*Le délai de garantie sera réputé expiré un an à partir de la date de signature de ce présent arrêté. Jusqu'à cette date, le bénéficiaire sera tenu d'assurer un entretien permanent de la chaussée définitivement reconstituée.*

*Si le marquage horizontal en rives ou en axe est endommagé, il devra être reconstitué à l'identique.*

### **Article 3 - Sécurité et signalisation de chantier**

*Le bénéficiaire devra signaler son chantier conformément aux dispositions suivantes : le chantier devra être matérialisé par des panneaux de travaux AK5, AK3, K5, AK17, B14, K8 et B31 qui seront mis en place par les soins de l'entreprise.*

### **Article 4 - Implantation ouverture de chantier et récolement**

*La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée de quinze jours à partir de l'ouverture de chantier.*

*La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.*

### **Article 5 - Responsabilité**

*Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.*

*Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.*

*Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux*

*malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.*

*Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.*

*Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.*

**Article 6 - Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

*La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.*

*Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée de 15 ans à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution.*

*En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.*

*Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.*

*Fait à BLAIN, le 02/09/2022*

*Pour le Maire de BLAIN,*

*Philippe CALLON  
Adjoint délégué à  
L'Aménagement du Territoire*



*Mis en ligne le 05 SEP. 2022*

*Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la subdivision départementale de l'équipement ci-dessus désignée.*

*La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.*